



A Auch le 18 février, près 120 personnes au débat organisé par le COMITE GERSOIS POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA DEFENSE DE L' HOPITAL PUBLIC.

Mieux comprendre pour mieux réagir et combattre le projet de loi Bachelot, était l'invitation lancée aux défenseurs de l'hôpital public dans le Gers. Durant deux heures, usagers, personnels soignants, médecins, cadres hospitaliers, élus et responsables syndicaux ont échangé et débattu des enjeux de ce projet de loi qualifié de régressif, défini comme une machine de guerre contre notre système public de santé, visant à transformer l'hôpital public en entreprise avec comme finalité la rentabilité et la concurrence avec le secteur marchand.

Jean Luc Gibelin directeur d'hôpital, **Jean Marie Clément** prof de droit hospitalier et **Olivier Labouret** psychiatre ont démontré les différents mécanismes de ce projet de loi qui vise à la marchandisation de la santé, transformant les malades en produits que leurs pathologies désigneront plus ou moins rentables dans la logique capitaliste de la gestion de la TAA. Ont été évoqués les dispositions autoritaires avec le renforcement du pouvoir des directeurs des ARS (A.R.H.), hauts fonctionnaires agissant sans contrôle démocratique des acteurs locaux de la santé, de la suppression des CA pour les transformer en simple organisme de contrôle, du pouvoir des directeurs des Communautés hospitalières de territoires, qui auront le pouvoir de décider les fusions d'établissements hospitaliers et médico-sociaux, de recruter.

La situation particulière du Gers avec ses deux Centres hospitaliers, ses huit hôpitaux locaux, ses dizaines d'établissements publics de soins, de prise en charge des personnes âgées, des jeunes, d'handicapés jeunes et adultes a été évoquée et mise en relation avec les projets de casse des hôpitaux et lieux de soins de proximité.

De cette soirée est ressortie parmi l'ensemble des participants, le constat d'une perception plus précise des objectifs du gouvernement, nourrissant une volonté plus forte de se mobiliser face à ces perspectives de reculs des réponses aux besoins de soins de proximité.

Une telle initiative, laisse augurer d'autres mobilisations dans le Gers, avec une préoccupation du COMITE GERSOIS POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA DEFENSE DE L'HOPITAL PUBLIC, la multiplication de tels moments de débats, d'information et de mobilisation au plus près des populations où sont implantés les hôpitaux locaux.

Plusieurs nouvelles adhésions au comité d'usagers ont été réalisées.